

LA LIBRE BELGIQUE

J'ai foi dans nos destinées; un Pays qui se détend s'impose au respect de tous; ce pays ne périra pas! Dieu sera avec nous dans cette cause juste.

ALBERT, Roi des Belges (4 août 1914).

Acceptons provisoirement les sacrifices qui nous sont imposés... et attendons patiemment l'heure de la réparation. A. MAX.

FONDÉE

LE 1^{er} FÉVRIER 1915

Envers les personnes qui dominent par la force militaire notre pays, ayons les égards que commande l'intérêt général. Respectons les règlements qu'elles nous imposent aussi longtemps qu'ils ne portent atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes ni à notre Dignité Patriotique.

MOR MERCIER.

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE — RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

NE SE SOUMETTANT A AUCUNE CENSURE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE KOMMANDANTUR - BRUXELLES	BUREAUX ET ADMINISTRATION ne pouvant être un emplacement de tout repos, ils sont installés dans une cave automobile	ANNONCES : Les affaires étant nulles sous la domination allemande, nous avons supprimé la page d'annonces, et con- seillons à nos clients de réserver leur argent pour des temps meilleurs.
---	--	--

ILS NE L'AURONT PAS!...

En violation flagrante de l'art. 52 de la Convention de La Haye : « Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour des besoins de l'armée d'occupation », contrairement à l'art. 47 : « Le pillage est formellement interdit », l'ignoble Teuton, reniant une fois de plus une signature solennelle, s'apprête à nous voler notre laine après nous avoir volé nos cuivres.

Bientôt on saisira les vins (c'est chose faite dans certaines régions d'étapes), puis le linge : tout y passera.

Seulement, il faut qu'ils trouvent à qui parler, il faut qu'on résiste!

Des milliers et des centaines de milliers de kilos de cuivre ont été cachés. On veut bien nous dire que le mot d'ordre donné par la « Libre Belgique » y fut pour quelque chose, tant mieux.

Mais il faut résister encore, résister toujours!

Instruits par l'expérience, et ayant remarqué combien ces visites de soudards boches avaient indigné la population et incité à tromper le plus possible, on veut, pour la laine, essayer autre chose. Cette fois ce sont les communes qu'on charge de l'opération. On se dit que, vis-à-vis de fonctionnaires belges, les gens seront moins frondeurs, plus coulants.

Nous osons espérer QU'AUCUNE COMMUNE n'acceptera le rôle odieux qu'on veut lui imposer! Accepter, serait coopérer directement à une iniquité sans nom, à une injustice criante, à un vol manifeste.

Qu'aucune commune belge ne s'abaisse à pareille besogne. Et si certaines autorités hésitent ou ont peur, qu'elles s'en aillent et qu'on nous donne des hommes, des hommes à la hauteur des temps terribles que nous traversons.

Que les communes refusent donc tout concours, mais surtout, que personne ne déclare un seul kilo de laine!

L'ennemi veut notre laine : qu'il vienne la prendre.

Et pour empêcher autant que possible, même cela, que tout le monde se débarrasse de la laine dont il n'a pas absolument besoin.

Cachez ce que vous pouvez cacher, et ce que vous ne pouvez cacher, détruisez-le, brûlez-le, mais qu'ils ne l'aient pas!

Belges, vos cuivres auraient servi directement à tuer vos époux et vos fils, votre laine servira indirectement au même but. L'ennemi manque d'habits et de couvertures, pourriez-vous consentir à les lui donner alors que ce n'est qu'au prix de sacrifices inouïs que nos Alliés empêchent une seule once de laine de pénétrer en Allemagne?

Les communes seront frappées, c'est possible, les amendes pleuvront, c'est probable, mais peu importe, ce n'est pas avec du papier qu'on habille ou qu'on réchauffe quelqu'un!

Cachons la laine ou brûlons-la!

LA LIBRE BELGIQUE.

UN MASQUE QUI TOMBE.

La revue pangermaniste « Das Grössere Deutschland », éditée par un certain Bacmeister, membre de la Diète prussienne, vient de publier dans son numéro du 19 mai un document qu'elle intitule *Le testament politique de von Bissing*. Il s'agit d'un mémoire rédigé par notre ancien tyran, quand et à quelles fins, nous l'ignorons, et qu'on produit apparemment pour emb...nuyer le chancelier. Jugez plutôt. (Ce que nous donnons entre guillemets est traduit textuellement.)

von Bissing commence par affirmer que, pour l'Allemagne, la question belge domine la situation présente. En toute hypothèse, écrit-il, si la Bel-

gique ne reste pas allemande, elle servira nécessairement de poste avancé et de terrain d'offensive pour nos ennemis.

« L'importance stratégique de la Belgique dans une guerre future est établie par ce qui suit : Afin de pouvoir faire une guerre offensive, le commandement suprême de l'armée allemande se vit obligé de traverser la Belgique, et malgré cela, l'extrémité de notre aile droite dut encore se presser péniblement le long du Limbourg Hollandais.

» Notre but stratégique dans cette guerre était, pour ce qui est du front occidental, de gagner la place nécessaire pour pouvoir prendre l'offensive en cas de nouvelle guerre éventuelle contre la France et l'Angleterre. »

Or, si la Belgique reste autonome, il ne sera plus possible de faire ce que nous fîmes. La France et l'Angleterre, instruites par l'expérience,

prendront de commun accord avec la Belgique les précautions qui s'imposent.

(Tiens, tiens, elles ne les avaient donc pas prises en vue de la guerre actuelle? L'aveu est à retenir.)

Donc, conclut von Bissing, il nous faut absolument conserver la Belgique pour des motifs stratégiques. Ce n'est pas tout. L'industrie rhénane fut pour nous, dans cette guerre, un facteur essentiel. Sa ligne de défense actuelle ne suffit pas; il faut la reporter plus loin, si l'on veut éviter que cette industrie ne soit gravement atteinte en cas d'offensive ennemie.

Il y a plus encore. Si nous laissons la Belgique libre, l'importante industrie belge pourrait, en cas de conflit nouveau, soutenir puissamment nos ennemis. Cela ne peut être.

« Les avantages, qu'après coup, nous avons pu tirer de l'industrie belge par l'enlèvement des machines, etc., sont tout aussi importants que les désavantages résultés pour l'ennemi de la privation de cet appoint. »

L'Allemagne doit donc absolument étendre ses frontières jusqu'à la mer. D'autres raisons militent encore pour la nécessité de l'annexion.

La lutte économique, dans les guerres futures, sera plus terrible encore que de nos jours.

« Que serait devenue notre politique d'échange, non seulement avec la Hollande, mais encore avec les lointains pays scandinaves, sans le charbon. Les 23 millions de tonnes, annuellement extraites dans le district houiller belge, nous ont donné un monopole sur le continent, qui a contribué à nous conserver viables. »

(Encore un aveu à souligner. Les ouvriers houilleurs belges durent donc, sous peine de périr de faim, contribuer à travailler directement pour l'ennemi! Et pendant qu'on expédiait, vers les pays neutres, le charbon volé, les Belges grelottaient de froid, les écoles devaient fermer et les charbons montaient à des prix fous!)

Sans compter, ajoute von Bissing, qu'une nouvelle Belgique indépendante serait économiquement soumise à la France et à l'Angleterre, ce qui entraînerait la ruine de notre commerce et de notre industrie.

Nous devons donc conserver la Belgique.

« Jamais nous ne tuons l'industrie belge (sic!), c'est évident, mais par des lois spéciales nous devons la placer dans des conditions de productions identiques à celles de l'industrie allemande. »

... « Tout comme avant la guerre, une Belgique neutre, ou une Belgique que dont l'autonomie, peu importe la forme, serait édictée uniquement à l'aide de traités, sera forcément soumise à l'influence néfaste de la France et de l'Angleterre et aux efforts de l'Amérique pour exploiter la « valeur » belge. »

« Pour empêcher cela, il n'y a qu'une politique, la politique de la force. C'est par la même politique qu'on amènera une population encore hostile à s'accommoder et à se soumettre à la domination allemande, fut-ce au besoin par étapes successives. »

« Seule la domination de la Belgique nous permettra d'utiliser au profit des intérêts allemands le capital d'épargne belge et les nombreuses sociétés belges existant en pays ennemis. Nous devons prendre sous notre contrôle les énormes capitaux belges placés en Turquie, dans les Balkans et en Chine. »

« Parmi les intérêts allemands en Belgique, il y a également le mouvement flamand. Ce mouvement important serait irrémédiablement gâté, si nous n'étendions pas notre politique de la force sur la Belgique. »

von Bissing croit que les flamands finiront par adhérer à l'idéal allemand, ce qui ne manquerait pas d'amener la Hollande à faire de même.

« La question flamande n'est pas solutionnée par là, et je ne partage pas l'espoir que, dominant la Belgique, nous aurons la tâche facile avec les flamands. »

« Déjà maintenant, on doit faire l'impossible pour endiguer des espérances infinies. Une partie des flamands rêve d'une Flandre autonome avec un Roi qui la régirait, et d'une séparation complète d'avec l'ancien Etat Belge. »

« Certes le « Vlametum » est à protéger, mais jamais on ne pourra l'aider à devenir complètement indépendant. »

« Les flamands deviendront, avec leur opposition aux wallons et comme race germanique, un renforcement du « deutschen Volkstum ». »

« Il faut que la Belgique soit prise et conservée telle qu'elle est, et telle qu'elle doit rester à l'avenir. »

« Si nous abandonnions un morceau de la Belgique, ou si nous en érigions une partie, par exemple la Flandre, en Etat autonome, non seulement nous nous créerions de grandes difficultés, mais nous nous priverions des énormes avantages que seul tout le territoire belge peut procurer sous une administration allemande. »

Si nous céditions sur ce point, écrit von Bissing, si nous abandonnions Anvers, le monde entier taxerait notre conduite de faiblesse, et notre prestige dans les Balkans, la Turquie et tout l'Islam, en souffrirait beaucoup.

L'abandon de la Belgique susciterait en outre de graves désordres intérieurs.

« La majorité du peuple ne comprendrait pas que nous abandonnions un fruit longtemps gardé et acquis au prix de tant de sang. »

... « Ajoutez-y que nos insuccès diplomatiques des 20 dernières années ont déjà impressionné très fâcheusement le peuple; la crainte de voir la diplomatie gâcher encore une fois ce qu'a conquis le glaive grandit chaque jour. »

... « La Belgique n'est pas seulement une exigence minimale au point de vue militaire, mais il s'agit là d'un problème vital pour l'avenir du peuple et de l'empire allemands. »

Et qu'on ne craigne pas, en englobant des millions d'hommes d'une autre race, d'affaiblir l'Allemagne.

« En absorbant un pays peuplé de races germaniques, car les wallons ne sont devenus français qu'au cours des temps, si nous faisons en sorte que l'énergie et l'esprit allemands règnent là où jusqu'à présent l'influence française travaillait à franciser le pays », cela ira tout seul. »

Mais pour cela, il faut que l'Allemagne ait après la guerre « les hommes nécessaires pour réaliser en Belgique, dans un sens allemand, la tâche qui s'impose, et cela mieux que l'on ne fit en Alsace-Lorraine ou en Pologne. »

« Instruits par les fautes commises, nous n'irons pas appliquer en Belgique une boîteuse politique de conciliation qui se montra tellement néfaste, non seulement en Alsace, mais aussi en Pologne. »

Après avoir touché légèrement à la question religieuse, von Bissing se demande comment se fera cette annexion qui s'impose.

D'accord avec le Roi et le gouvernement belge? Il n'y faut pas songer. Qu'on néglige toute considération dynastique et qu'on fasse valoir uniquement le droit de conquête.

Du reste, « le droit de conquête fut reconnu par les Anglais dans les occasions les plus diverses comme le plus évident et le plus simple de tous les droits et dans Machiavelli on peut lire que celui qui projette de prendre possession d'un pays peut être obligé d'écarter, au besoin par la mort, le Roi ou le chef du pays. »

« Ce sont là certes des conclusions graves, mais elles doivent être dites, car il y va du bien et de l'avenir de l'Allemagne, il s'agit également de faire expier cette guerre d'extermination menée contre nous. »

« Pendant des années encore, nous devons maintenir en Belgique le régime actuel de la dictature. C'est le seul possible, basé sur la force armée. C'est le seul qui permettra de gagner du temps pour une reconstruction graduelle du pays dans les meilleures conditions. »

« Cette assimilation en vertu du droit de conquête sera considérée par beaucoup de Flamands et par une grande partie des Wallons, comme une délivrance d'un état de doutes et de vaines espérances. »

Le calme renaitra. Les Flamands s'accommoderont du nouvel état de choses. Quant aux Wallons, ils auront à choisir et ceux qui ne pourront s'y faire n'auront qu'à partir; à eux de choisir « s'ils veulent se soumettre au nouvel état définitif des choses ou s'ils préfèrent quitter la Belgique ». »

Mais, l'expérience d'Alsace-Lorraine ne pourra être renouvelée. Ceux qui quittent seront expropriés.

« Ce qu'il faut surtout éviter, ce sont les demi-mesures, les voies moyennes. »

Pour finir, von Bissing touche un mot des colonies, mais sans insister: on le comprend, avant d'en parler il faudrait les avoir.

De longs commentaires sont inutiles. Voilà donc le régime que ces bougres nous préparent. Et dire qu'il y avait de bonnes âmes pour taxer von Bissing de « modéré »! Tâchez donc de relire sa citation de Machiavelli sans frémir d'indignation. C'est vraiment d'un beau cynisme.

Le mémoire, qui n'était certes pas destiné à la publicité, doit avoir été écrit au début de 1916, certains détails permettent de l'établir. Heureusement que depuis lors la victoire des Alliés est devenue plus certaine que jamais, sans cela quel enfer!

Quant aux bons apôtres de l'activisme, de la séparation administrative, etc., les voilà fixés.

Les pangermanistes, en lançant ce document dans les jambes du Chancelier de l'Empire, n'ont certes pas prévu que si la publication du testament de celui qu'ils appellent « un homme d'Etat au profond savoir et au ferme vouloir » enragerait Bethmann, elle nous ferait, à nous, un bien immense!

L. B.

Avec la guerre, les Huns d'Attila II ont inauguré chez nous des mœurs que les imaginations des empereurs tortionnaires de la Rome païenne n'auraient osé concevoir; mais ce qui dépasse tout concept d'un esprit sain, c'est que ces mœurs ont été inaugurées au nom même du progrès et de la civilisation.

Si le cynique comédien de Potsdam, au mépris de la foi jurée, a tenu les traités pour des chiffons de papier et a renié sa signature; si à l'heure précise où il était son hôte, et lui donnait le baiser de paix, il projetait hypocritement de trahir notre Roi, symbole immortel de droiture et de loyauté, c'est que « l'esprit de Dieu venait de s'incarner en lui » et lui avait donné la mission de sortir la pauvre petite Belgique de la barbarie où elle croupissait et de l'élever, si possible, au niveau de la haute culture germanique. La race teutonne, qui monopolise le dépôt de la science, a l'obligation sacrée de la répandre dans le monde, et dût-elle pour cela exterminer les peuples, que ce serait son droit, mieux que cela, ce serait son devoir.

Nourrie de ces principes, l'Allemagne se rua sur le monde. Et l'on vit alors, au nom de la culture supérieure, des hordes sans entrailles fusiller des vieillards impotents et des enfants, souiller honteusement nos femmes et nos filles, incendier Visé, Louvain, Dinant, Termonde.

Emile Boutroux, de l'Académie Française, un des savants qui connaissent le mieux l'Allemagne, a écrit à ce sujet un article dans la « Revue des Deux Mondes. » C'est une étude approfondie de la mentalité allemande. Voici les conclusions du grand philosophe français :

« Pour l'Allemand, les peuples se distinguent en : « Naturvölker », « Halbkulturvölker » et « Kulturvölker », c'est-à-dire peuples à l'état de nature, peuples à demi-cultivés, peuples cultivés.

« Ce n'est pas tout : il y a des peuples qui sont simplement cultivés : « Kulturvölker », et des peuples qui sont entièrement cultivés : « Vollkulturvölker ». Or, c'est le degré de culture qui détermine celui du droit.

« En face des « Kulturvölker », les « Naturvölker » n'ont point de droits; ils n'ont que des devoirs. Et, s'il existe un peuple méritant plus que tous les autres le titre de « Vollkulturvolk », c'est-à-dire peuple de culture complète, à ce peuple appartient sur la terre la suprématie.

« ... » Telle est l'idée de la nation maîtresse. Comme il faut dans le monde une nation-maîtresse, ainsi faut-il des nations subordonnées. Il n'y a pas de *oui* efficace sans un *non* décidé. Le « moi », dit Fichte, est effort, donc il suppose quelque chose qui lui résiste. La nation-maîtresse commande, donc il doit exister des nations pour lui obéir. Il faut même que ces nations, qui sont à la nation-maîtresse ce que le non-moi est au moi, résistent à l'action de cette nation supérieure, car cette résistance est nécessaire pour permettre à celle-ci de développer et déployer ses forces et de devenir pleinement elle-même, c'est-à-dire le *tout*, en s'enrichissant des dépouilles de tous ses ennemis.

« Pour y réussir, quels moyens doit-elle employer ? Elle doit d'abord prendre pleinement conscience de sa supériorité et de son génie propre.

« ... » Pour combattre Satan, c'est-à-dire les ennemis de l'Allemagne, les Allemands ont à leur service le Dieu Allemand, « der Deutsche Gott », qui identifie sa cause avec la leur. Et de même que tout ce qui est allemand est, par là-même, unique et inimitable, de même réciproquement tout ce que le monde offre d'excellent appartient à l'Allemagne, de fait ou de droit. Rembrandt, Shakespeare, Ibsen sont Allemands, seul un cerveau allemand peut les comprendre et à le

droit de les admirer. Il est douteux que Jeanne d'Arc, cette sublime héroïne, soit française : de savants travaux allemands concluent à sa nationalité allemande.

« Comment doit se comporter l'Allemagne à l'égard des autres nations ? Il y a des peuples qui souhaitent de se faire aimer, qui croient qu'entre les nations comme entre les individus la politesse peut trouver place, et que ce serait un progrès pour l'humanité d'admettre que la justice et l'équité peuvent régler les relations internationales. Mais l'Allemand à l'égard des autres nations n'a pas à tenir compte de la justice, il n'a que mépris pour cette sensiblerie féminine qui caractérise particulièrement les races latines. L'Allemagne est et doit être la force. « Là où la puissance de la Prusse est en jeu, je ne connais pas de loi. »

« C'est donc, avant tout, la puissance qui importe... L'empire allemand est le rocher de la paix, « der harte Felsen ». Toutes les forces qu'il accumule ont pour objet unique d'imposer aux hommes la paix; quiconque s'oppose à l'Allemagne a en vue la guerre. Or, il est légitime que l'Allemagne s'arme le plus possible, puisqu'elle incarne la paix.

« La méthode suivant laquelle l'Allemagne fera la guerre est déterminée par ces données. La guerre est le retour à l'état de nature.

« ... » La guerre est la guerre, « Krieg ist Krieg ». Ce n'est pas un jeu d'enfants, ce n'est pas un sport où il s'agit de doser de telle manière la barbarie et l'humanité que l'on puisse les concilier et les harmoniser; c'est la barbarie elle-même déchaînée le plus largement, le plus loyalement possible.

« Le premier article du code de guerre, c'est donc la suppression de tout ce qu'on appelle sensibilité, pitié, humanité. La guerre a pour but de tuer, de détruire. Plus elle détruit et elle tue, plus elle se rapproche de sa forme idéale.

« ... » La guerre, en second lieu, ignore nécessairement les lois morales. Le respect des lois, des traités, des conventions, la loyauté, la bonne foi, le sentiment de l'honneur, les scrupules, la noblesse d'âme, la générosité sont des entraves : le peuple-Dieu n'en admet point.

« Etant donné ce problème : déchaîner le plus largement possible toutes les puissances du mal, il est clair que le peuple de culture supérieure est, mieux que tout autre, armé pour le résoudre. La formule de son action peut être ainsi énoncée : la barbarie multipliée par la science.

« Tel est le dernier mot de la fameuse doctrine désignée sous le nom de germanisme. »

A tout prendre, on se demande si l'on ne préfère pas encore cette manière d'être barbare à celle des Hurt, von Huene et autres von Bissing qui, tout en promulguant les arrêtés les plus iniques, les plus odieux, osent s'appuyer sur des lois et conventions qu'ils n'observent que lorsqu'elles servent les intérêts de l'Allemagne et qu'ils interprètent de façon à en altérer complètement l'esprit lorsqu'il s'agit d'excuser ses crimes. Au moins, avec les apôtres du germanisme, on sait à quoi s'en tenir, leur langage est franc, il est net, on pourrait presque dire loyal si la pratique d'aussi atroces théories n'aboutissait nécessairement à la négation de toute loyauté dans les rapports internationaux et dans la manière de conduire la guerre.

CALAMO.

ENFIN !

Que de fois n'avons-nous pas dit et répété que les journaux qui consentaient à paraître aux conditions imposées par la censure faisaient le jeu de l'ennemi.

Voilà que successivement tous doivent disparaître : la besogne imposée devenant par trop sale. Il reste la perfide « Belgique » et le lourd « Bruxellois », tout à fait boches ceux-là. Qu'on le sache donc bien : les acheter, c'est remplir les goussets des bandits d'Outre-Rhin; les lire, c'est s'inoculer volontairement un venin subtil et débilitant.

Malgré tout, cependant, un tas de naïfs continuent à enrichir ces gens-là, alors « *qu'aucun patriote ne devrait les lire ni les soutenir* ». (Card. Mercier).

60

De quarante, on passa à cinquante, et à partir du 15 de ce mois, c'est soixante millions que nous aurons à payer mensuellement.

60 millions par mois, 720 millions par an !

La Convention de La Haye stipule cependant que l'on ne peut prélever de contribution de guerre que « pour les besoins de l'armée ou de l'administration du territoire » et « en rapport avec les ressources du pays ».

Voilà donc 720 millions servant uniquement à payer les quelques vieux landsturm qui nous surveillent (et qui touchent 53 centimes par jour !) et les « embusqués », les non-valeurs, les fils à papa qui peuplent les Kommandantur, les Meldeamt, Zentrales, etc.

A qui donc fera-t-on gober celle-là ?

Pour que la note cynique ne fasse pas défaut, les feuilles allemandes ont bien voulu faire remarquer qu'il ne s'agissait nullement en l'occurrence d'une punition, si on s'est vu contraint d'augmenter la taxe, c'est à cause de la cherté de la vie !...

Que serait-ce, justes cieux, si nous étions punis !

Patience, amis, on les aura un jour.

Ah ! ce jour, ce jour, ce qu'il fera bon de le vivre !

EXTRAIT DU DISCOURS DE M. LE MINISTRE SEGERS,
PRONONCÉ A LA FÊTE PATRIOTIQUE BELGE
AU TROCADÉRO A PARIS LE 11 MARS 1917.

Trois grandes leçons se dégagent de la guerre au point de vue de notre avenir politique.

Une leçon de tolérance : il faut réédifier le pays. C'est dans un esprit de mutuelle conciliation qu'il y aura lieu d'apporter désormais sa contribution à la chose publique.

Une leçon de vigilance : il faut fortifier la nation. Nous ne nous laisserons plus endormir sur l'oreiller de fausse sécurité sur lequel nous berçait un statut politique trompeur.

Une leçon de solidarité patriotique : il faut rapprocher les Belges. Ce sont les concessions réciproques qui nous permettront de résoudre les grands problèmes sociaux, et de monter la garde autour des intérêts vitaux de la nation.

Et qu'il en soit de même en ce qui concerne ce que l'on a appelé le patriotisme linguistique. Vous connaissez la devise « *Devide et impera* », diviser c'est régner.

C'est, forte de cette maxime de guerre, que l'Allemagne a installé récemment à Gand son université teutonne. C'est, fort de cet axiome, que le loup devenu berger, a convié ces jours-ci quelques brebis galeuses dans son bercail de Berlin.

Les flamands sachant rester dignes de leur passé répudient sans condition toute libération qui leur vient de la main toujours ensanglantée de ceux qui ont élevé entre eux et nous une barrière de mort. La nation belge saura régler elle-même sa vie intérieure, librement, dans son indépendance reconquise, selon les règles de la justice. D'où nous refusons à prendre place à de nouveaux foyers qui n'ont été allumés que par des mains incendiaires et attisés par la duplicité de nos bourreaux. Ces foyers là, les flamands eux-mêmes sauront dès l'aurore de la délivrance les éteindre et les balayer. C'est sans compromission d'aucune sorte, les mains nettes, que le peuple flamand entend pouvoir se réclamer un jour de la devise loyale de son glorieux poète Bilderdijk : « *Zij wilden wat was recht, en wonnen wat zij wilden* » ; voilà ce que pense la nation belge, voilà, je l'atteste, ce que pensent les chefs qualifiés du mouvement flamand. Ceux qui penseraient ou agiraient autrement ne travailleraient à la vérité que pour le « Roi de Prusse ! »

DÉJÀ ALORS !...

Marie-Thérèse, qui avait eu le malheur de concourir contre son gré et sous la pression du roi de Prusse au partage de la Pologne, voyait loin et juste. Elle écrivait en 1778 à sa fille Marie-Antoinette, alors reine de France : « Tout le monde sait quel compte il faut faire du roi de Prusse et de sa parole. La France en a fait l'expérience en plusieurs occasions et en général aucun souverain de l'Europe n'a pu se soustraire à ses perfidies; et c'est un pareil roi qui veut s'imposer à l'Allemagne en dictateur. Cependant, il est plus étonnant encore que toutes ces puissances ne se mettent pas d'accord en vue de conjurer un tel danger qui tôt ou tard doit inévitablement se faire sentir de tout son poids à chacune d'elle. C'est nous qui sommes les premiers exposés à ses coups, et cependant on nous a abandonnés. Peut-être pour cette fois-ci nous nous en tirerons encore tant bien que mal. » Mais l'impératrice prévoit que la puissance militaire créée par Frédéric ne fera que grandir et que la monarchie des Hohenzollern sera un jour la source de malheurs infinis, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour toute l'Europe. « Je ne parle pas, dit-elle, pour l'Autriche seulement, ce que je dis a trait à toutes les puissances de l'Europe. L'avenir ne me paraît point brillant; mais je ne vivrai naturellement pas assez longtemps pour le voir de mes propres yeux; malheureusement mes enfants et petits-enfants et mes peuples ne l'éprouveront que trop. Il se fait déjà bien sentir à présent, ce despotisme, reniant tous les principes mais plein de force, de la dynastie des Hohenzollern qui ne connaît aucun motif d'action autre que son propre profit. Si on laisse ce principe prussien gagner plus de terrain, quel va donc être l'avenir de ceux qui doivent être nos successeurs ? »

Censuré le 11 juin 1917.

Quelle audace!

Lisez et savourez cet avis de la *Gazette de Cologne* au Gouvernement :

« Le Gouvernement belge a jugé opportun de comminer, par un » décret spécial qu'il vient de publier, des peines très sévères » contre tous les Belges qui collaborent avec le pouvoir occupant, » notamment à l'exécution des réformes apportées dans l'adminis- » tration des territoires occupés. Comment le Gouvernement belge » espère-t-il appliquer ce décret? Il oublie que la Convention de » La Haye, qu'il invoque à tout instant, ne lui laisse aucun droit » sur le territoire occupé et que ses décrets n'ont pas la moindre » valeur en tant qu'ils se rapportent à ce territoire qui ne se trouve » pas sous sa juridiction. »

Nous ne parlerions pas de cet article si la *Belgique* ne le reproduisait, dans l'espoir peut-être de décourager la résistance des Belges.

Le Gouvernement du Havre n'a qu'à faire des avis de la *Gazette de Cologne*. Il sait aussi bien qu'elle qu'il n'a pas, provisoirement, le pouvoir de faire exécuter ses volontés en Belgique occupée et que légalement ce territoire ne se trouve plus sous sa juridiction, mais tous les Allemands du monde n'empêcheront pas les Belges de considérer le Gouvernement du Havre comme le seul pouvoir légitime, ni de vouloir se conformer à ses avis dans la conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement usurpateur, surtout quand celui-ci outrepassa les droits qui lui sont conférés.

Il est vraiment amusant d'entendre les journaux allemands parler de l'oubli des conventions de La Haye par le Gouvernement belge. Qui donc plus que les Allemands de Belgique invoque ces conventions tout en oubliant toujours de les observer? Qui donc oublie que ces conventions donnent uniquement au pouvoir occupant le droit d'administrer le pays suivant la constitution et les lois en vigueur? Qui donc oublie que par conséquent ces conventions ne lui donnent aucunement le droit de scinder en deux le pays et de bouleverser de fond en comble son régime administratif?

Et parce que le Gouvernement belge exilé — qui de par les conventions de La Haye elles-mêmes reste le seul légitime quoique momentanément privé de ses pouvoirs — ose donner son avis quant aux mesures illégales prises par le pouvoir occupant et annoncer QU'A SON RETOUR, il considérera ces mesures comme non avenues, l'usurpateur crie au scandale!

Ils ont décidément toutes les audaces.

Qui donc, s'il vous plaît, chère *Gazette de Cologne*, a moins que personne le droit d'invoquer des conventions quelconques, sinon les Barbares pour lesquels les traités ne sont que « chiffons de papier? »

Mais écoutez la suite :

« Quelles que puissent être les intentions du Gouvernement » belge à cet égard, il aurait tort, en tout cas, de partir du principe » que le gouvernement allemand laissera anéantir l'œuvre de la » séparation administrative commencée sous son égide. Les garan- » ties réelles que nous exigeons seront telles qu'elles permettront » le libre développement de cette réforme. Nous ne permettrons » pas davantage que les Belges qui, pour réaliser des aspirations » justifiées et anciennes déjà, travaillent à cette œuvre aient à » craindre de ce chef la moindre mesure de représailles. »

Halte là. Ceci c'est parler en vainqueur. Vous espérez donc encore que les Puissances qui consentiront un jour à signer la paix — quand elles seront assurées de pouvoir dicter une « bonne paix » solide et durable — vous demanderont votre avis pour régler le sort de la Belgique et qu'elles vous permettront de décider de son administration intérieure! Détrompez-vous. Les Belges redeviendront maîtres chez eux; ils décideront alors en toute liberté, des questions de langues et d'administration.

Comment? sur quelles bases? L'avenir le dira, mais déjà des promesses sont faites de tenir compte des revendications légitimes des Wallons comme des Flamands. Ainsi que l'ont fait remarquer ces derniers dans leur lettre de protestation contre le Conseil de Flandre, les Flamands avaient déjà, avant la guerre, obtenu satisfaction sur un grand nombre de points. Ils n'attendent rien des Allemands et ne veulent rien leur devoir. Quant aux Wallons qui croyaient avoir à se plaindre, eux aussi attendront avec patience pour présenter leurs revendications, la libération du territoire, le retour du Roi et du Gouvernement légitime.

HELBÉ.

Ce pauvre Bethmann!

Quand on lira plus tard la série des discours du chancelier de l'empire, on sera stupéfait de voir comment, à chaque coup, le diapason baisse.

Où est le temps où ce Bismarck au très petit picot déclamaient sa prose ampoulée devant un Reichstag unanime à l'applaudir. Ses phrases, même les plus anodines, étaient littéralement bâchées par des hurlements de triomphe. Les partis extrêmes faisaient chorus avec le centre. Toute la bande bavait de plaisir et l'Allemagne se mouchait bruyamment en s'essuyant les yeux quand son embeur, au lendemain de ses coups d'audace, tartuffe en bottes fortes, tombait hypocritement à genoux, se signait de sa main sanglante et rendait grâce au Dieu des armées.

Où est le temps où on salissait nos murs en y collant — malgré la défense d'y déverser des immondices — les fanfarantes déclarations du ministre à tout faire de Guillaume II?

C'était au temps où nulle voix n'osait aboyer aux chausses impériales parce que les hordes des barbares âpres à la curée et préparant d'autres récoltes industrielles et financières, joliment bénéficiaires pour toutes les convoitises et tous les appétits, moissonnaient des lauriers en chantant : Gloria! Viktoria!...

C'était au temps où, couvrant le nombril des guerriers germains, une plaque de cuivre annonçait aux populations qu'ils portaient Dieu avec eux sur leur bedaine, *quorum Deus venter est!*

Aujourd'hui le cuivre s'est fait rare. Le zinc l'a remplacé et, le zinc manquant à son tour avec la confiance en leur Gott, il ne reste plus que des ventres plats, couvrant des intestins qui au dire de Tacite sont les plus développés du monde, chose bien embarrassante pour un peuple affamé... Aujourd'hui, la populace gronde.

Aujourd'hui les relations sont rompues entre le Gott de la Germania et l'homme de Berlin...

Aujourd'hui on n'affiche plus les discours. Ils sont tellement plats et vides que les troupiers pouilleux qui promènent, mélancoliques, leurs bottes éléphantiques sur nos pavés, auraient envie, en lisant les élucubrations de Bethmann, de déjà lever les bias...

* * *

Le 15 mai, le chancelier, assailli par les interpellateurs de droite et de gauche, de gauche surtout, avait à s'expliquer sur les buts de guerre.

Bethmann était soucieux. Il avait, devant les yeux, cette phrase ironique d'un publiciste allemand : « Nous ne savons plus où nous allons; nous ne savons plus même si nous allons quelque part! » Le Reichstag attendait, angoissé, une parole directive.

Nous, les Belges, nous nous disions : C'est aujourd'hui qu'il va chanter. Quel air va-t-il entonner? Et Bethmann n'a pas parlé, ou plutôt si, il a parlé pour ne rien dire.

Un Boche qui parle pour ne rien dire quand il y a mille moyens de dire des riens ou des bêtises, c'est rare! Il ne peut pas parler, il ne veut pas parler, il ne parlera pas. Et il parle une heure durant pour affirmer qu'il ne parlera pas. Ses phrases tombent, révérence parler, comme des croties de bique. Ça ne se tient pas et ça s'éparpille en petits morceaux devant les Allemands ahuris, blêmes d'entendre les socialistes jeter l'injure à l'empereur par dessus l'orateur et saluer la révolution.

Ça nous change, hé! vieux Guillaume! Et tu comprends si nous buvons du lait quand nous te voyons obligé de faire des platitudes devant tous les partis...

Au centre qui réclamait le retour des jésuites expulsés, tu avais dit en roulant des yeux injectés : « Moi vivant! jamais! » Tu rappelles les jésuites.

Aux socialistes qui remuaient et réclamaient le suffrage universel tu disais aussi : « Rien! Jamais! mes fidèles soldats vous tireront dessus! » Et tu promets tout, aujourd'hui, en serrant les... jambes!

* * *

Mais revenons à l'insipide Bethmann.

Il retrouve un peu de voix et d'assurance au sujet des Russes. La Russie c'est le salut.

Cette fois, il peut parler des buts de guerre. On travaille à la paix. « Vous pouvez être tranquilles, gens du Reichstag, l'affaire est dans le sac. Les Russes hors du chemin, c'est toute notre armée de l'Est disponible pour la ruée désespérée à l'Ouest! »

En passant, le chancelier caresse les neutres et plus particulièrement, c'est-à-dire plus pesamment, — mauvais signe pour l'Allemagne! — la chevaleresque Espagne.

Quand il caressait l'Amérique, il l'appelait la noble nation, mais alors...

Et c'est tout. Une péroraison de quatre pfennigs couronne tout le morceau qui ne vaut pas un mark : « La fin heureuse de la guerre est proche, etc., etc. »

* * *

Le 15 mai, le chancelier pouvait croire à l'écroulement du colosse russe décapité, sans cohésion.

Et, patatras! voilà que le 21 mai les journaux nous apportent la bonne nouvelle que la Russie s'est ressaisie. Il ne s'agit plus de la « parademarsch naar Petrograd » rêvée par Hindenburg. C'est la guerre à outrance, absolument d'accord avec les alliés.

Le prince Lwof, ministre président fait une déclaration qui ruine toutes les espérances de la diplomatie boche et les roueries du Congrès de Stockholm où ne vont ni les Belges, ni les Français, ni les Anglais.

Le ministre de la guerre Kerenski donne aux déserteurs jusqu'au 28 mai pour rejoindre leurs corps. Les socialistes acclament la guerre à outrance jusqu'au moment où la Belgique, la Serbie et la Roumanie seront restaurées! Ça t'en bouche un coin, Bethmann le taciturne!

Dare, dare, Hindenburg renvoie des troupes à l'Est. Et ces troupes esquintées commencent à la trouver mauvaise!

Et la région d'étape que le vieux faucon de la rue de la Science avait annoncée le 13 mai, annulée le 14, il la rétablit le 21 mai.

A Lessines, Ath, Enghien, partout on licencie les écoles pour transformer les locaux en lazarets. Les brigades d'ambulancières et de docteurs sont prêtes et attendent des milliers de blessés.

Les Boches sont dans leurs petites bottes. Ça ne va donc pas, ça ne va donc plus?

Et il y a des gens qui désespèrent, avec néanmoins de l'espoir plein les yeux...

Encore un peu de patience, s'il vous plaît. Eh! qu'importe qu'on ait faim! Nous avons tous trop peu de pain!

Qu'importe qu'on souffre! Je souffre aussi, avec cette différence que je ne berce ma souffrance ni au cinéma, ni au café, ni au théâtre. J'aime ma souffrance et je l'offre pour la conservation de mon Roi et le salut de mon pays!

Qu'importe qu'on nous violente, qu'on nous rudoie, qu'on nous malmène, qu'on nous vole!

Nous sommes au dernier tournant de la guerre. Sans doute nous sommes encore pour un peu de temps dans le noir, eh bien, soit! Je fais comme Chantecler :

... Je chante dans le noir.

C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière.

Je crois, ardemment, passionnément à notre délivrance prochaine, à la victoire prochaine, à la réparation prochaine. J'y crois parce que nos adversaires laissent percer leur découragement, parce que le chancelier ne sait plus que dire aux partis qui l'interrogent.

Je crois au salut prochain parce que tous les événements sur quoi l'Allemagne fondait ses espérances tournent à sa confusion, toutes les combinaisons louches craquent sous sa lourde patte; parce qu'en fin de compte elle est devant l'avenir le plus horrible qu'elle ait jamais prévu, elle qui a tout prévu, avec une armée découragée, une population affamée, un pays ruiné, une réputation noyée dans le sang, dans la boue, dans la honte et le crime.

Courage, donc, toujours!

Et surtout, avant tout, par dessus tout, confiance! confiance!

FIDELIS.

Sursum Corda!

Depuis quelque temps une vague de pessimisme traverse les esprits. Par un singulier contraste, c'est à l'heure même où nos alliés saluent par d'éclatants succès l'aurore de la victoire, tandis que s'affirme leur supériorité en armement et en argent, renforcée chaque jour par de nouveaux appoints que fléchissent des courages jusqu'ici sans défaillance.

Est-ce le résultat d'un phénomène purement physiologique? N'y a-t-il là qu'un signe de dépression physique dû à nos digestions pénibles? Sans doute, les difficultés de la vie, tout comme la longueur de l'attente expliquent bien des choses. Tout n'est pas là cependant. Nos ennemis ont tout intérêt à semer dans nos rangs l'ivraie du découragement. La note pessimiste fut dès les premiers jours, celle de toutes les feuilles censurées publiées sous l'inspiration et avec l'assistance particulière de la commandantur. A force de lire et de relire des mensonges, récits tendancieux et communiqués tronqués, on finit par se laisser inconsciemment endoctriner. On met sur le même pied la sincérité de nos amis et la fourberie de nos ennemis : « C'est à qui mentira le plus adroitement » répète-t-on volontiers, comme si l'on ignorait que l'Allemand est menteur par profession et par éducation et qu'il ne faut pas comparer l'ivrogne invétéré avec le brave homme qui a pris en passant un petit verre de trop...

Etes-vous de bonne humeur? Les apôtres de la mélancolie haussent les épaules et vous traitent, avec ironie, d'optimiste, ce qui, dans leur bouche, équivaut à peu près à utopiste ou imbécile!

Optimistes : tout le monde l'était en 1914, alors que tout était encore à craindre. Illusion, sans doute, au moins quant à la durée de la guerre que l'on s'imaginait devoir finir en quelques mois, mais illusion féconde et heureuse à tous points de vue! Que serions nous maintenant si nous nous étions fait du mauvais sang depuis trois ans? Qu'aurions-nous fait de bon pendant tout ce temps-là? Rien ne paralyse les énergies, n'endort le courage comme le pessimisme. Ceux qui broient du noir depuis le matin jusqu'au soir ne sont certes pas ceux qui ont le plus généreusement payé de leur personne pendant les années tragiques. S'agissait-il d'envoyer leurs fils au front malgré les dangers de l'entreprise, fallait-il encourager une œuvre patriotique, les pessimistes trouvaient toujours mille raisons excellentes pour se dérober et jeter sur l'enthousiasme d'autrui la bonne douche d'eau froide. Exagérant souvent les succès de leurs ennemis, ils semblent même trouver quelque amère satisfaction à voir se confirmer leurs noirs pressentiments. Que de pareilles mentalités révèlent peu de grandeur d'âme!

D'un autre côté, chose étrange à première vue, pour qui ne comprend pas que confiance et générosité marchent souvent de pair, les plus dévoués, les plus actifs ont été et sont encore les optimistes qui pourtant auraient pu alléguer, pour ne rien faire, la crainte d'arriver trop tard.

Ce n'est point qu'il faille être de ces exaltés qui voient tout en rose et manquent parfois de la prudence la plus élémentaire. Un optimisme calme et confiant, prêt à souffrir, s'il le faut, le sourire sur les lèvres, telle est, ce nous semble, la note vraiment chrétienne de l'héroïsme.

Qu'elle est belie notre Belgique martyre! Combien ses souffrances doivent nous la rendre chaque jour plus chère! Nous l'avons connue libre, riche et prospère, et nous l'aimions alors comme on aime des parents fortunés dont on ne reçoit que des bienfaits. Sachons l'aimer maintenant comme des fils de cœur savent aimer leurs parents ayant subi des revers immérités. Il faut avoir souffert ensemble pour savoir si vraiment l'on s'aime. Notre cause triomphera, soyons-en certain. En attendant, nous servirons notre chère Belgique, et nous le ferons avec joie quand même. SURSUM CORDA!

Les coupables.

Au moment où nos journaux embochés cherchent de plus en plus à détourner, de la tête des vrais coupables, la colère du peuple affamé, il ne nous paraît pas inutile de soumettre à nos lecteurs quelques observations de nature à faire réfléchir ceux de nos compatriotes que les exagérations et excitations de cette presse n'ont pas aveuglés au point de les empêcher de raisonner sainement.

Il n'est point nécessaire d'être rédacteur au *Bruxellois* ou à la *Belgique* pour reconnaître qu'il y a des accapareurs parmi les commerçants et les fabricants, des voleurs parmi les employés de la C.R.B., qu'il y a des paysans exploités et malhonnêtes, comme il y a des fonctionnaires indécents dans toute administration, des déserteurs et des lâches dans l'armée la plus brave, des traîtres dans tous les pays et tous les partis.

Nous reconnaitrions même sans difficulté, qu'il y a plus de voleurs, plus d'exploiteurs, plus de malhonnêtes gens qu'en temps de paix. Cela n'a rien qui doive nous étonner, les tentations étant mille fois plus nombreuses et plus fortes. Le régime d'occupation que nous subissons a d'ailleurs favorisé singulièrement les agissements de ces malfaiteurs publics. Avons-nous le moins du monde l'intention de les excuser pour cela? Non pas, et nous leur crions ici notre mépris, tout aussi bien que nos bons embochés. Mais de là à déclarer que tous ceux qui auront fait des bénéfices pendant la guerre seront maudits, de là à dire, comme la *Belgique*, à chaque fois qu'on lui cite un cas de générosité ou même de simple honnêteté : exception rare; confirme la règle, etc., etc., il y a de la marge!

Notre but n'est pas ici de prendre la défense de ceux qui sauront se défendre eux-mêmes plus tard quand on pourra faire bonne justice; nous voulons surtout montrer quel rôle odieux ont joué en cette affaire le gouvernement allemand et ses acolytes.

Comme nous l'avons déjà dit, un gouvernement occupant, respectueux des conventions qui lui imposaient le devoir de veiller à notre subsistance au lieu de lui donner le droit de nous piller, aurait trouvé dans la population belge des auxiliaires dévoués pour lutter contre les désordres économiques causés par la situation. Nous ne lui aurions pas pardonné l'invasion de notre pays, mais, suivant les conseils de notre grand Cardinal, nous aurions respecté des arrêtés et des règlements édictés pour maintenir l'ordre et la bonne administration du pays.

Ceci dit, comme nous n'avons pas de baillon, nous, il ne nous suffit pas de crier notre mépris aux exploités de second ordre et nous ajoutons : le grand accapareur, c'est l'Allemand.

Il était impossible à la presse censurée de dire la vérité entière, alléguez-vous pour sa défense. C'est malheureusement exact, mais

était-ce une raison pour servir la cause allemande en divisant les Belges en deux camps ennemis : les producteurs et les consommateurs ; était-ce une raison pour rejeter sur toute une partie de la population les fautes d'une minorité ; pour rendre les autorités belges responsables d'un mal qu'on les mettait dans l'impossibilité de conjurer ; était-ce enfin une raison pour flatter les passions populaires, à tel point que voler un paysan, un fabricant ou un commerçant paraît à beaucoup de gens un acte de simple justice et que d'autres se réjouissent à l'idée des représailles et des vengeances que l'aveugle colère du peuple s'apprête, dit-on, à exercer !

Nous croyons donc de notre devoir de dire et de répéter : Celui qui nous pille, qui nous affame, qui nous détrousse, c'est l'Allemand ; c'est à cause de lui que cette engeance de voleurs, d'accapareurs de toutes nationalités — belges, neutres ou ennemis — a pu se multiplier impunément malgré ou souvent à cause de ses arrêtés.

Prouvons-le par quelques exemples :

Supposons un instant que le gouvernement allemand se contentant des réquisitions admises par les lois de la guerre, eût laissé à la Belgique les produits de son sol et de son industrie. Supposons — à côté du Comité national, chargé de la répartition des denrées venant de l'étranger — nos administrations belges, libres de réglementer le commerce suivant les nécessités, au lieu d'être astreintes à exécuter uniquement des arrêtés ayant pour but de nous dépouiller plus « administrativement ». Certes, tout n'eût pas été parfait, mais il est évident que nous n'aurions pas à déplorer un tel gâchis.

Que serait-il arrivé vraisemblablement ? Pour les produits dont la quantité, sans le pillage allemand, aurait été suffisante, il est évident qu'il n'était pas même besoin de fixer un prix maximum. Il ne faut pas en effet être un économiste distingué pour se rendre compte que les prix ne montent pas indéfiniment quand l'offre est à peu près égale à la demande.

Ce qui s'est passé pour le charbon est bien la preuve de ce que nous avançons ici. Y a-t-il eu pendant les premières années de guerre une crise du charbon ? A-t-on eu à se plaindre des marchands de combustibles ? Non, mais du jour où les Allemands se sont emparés, à leur profit exclusif, des 80 % de la production de nos mines, le charbon s'est fait rare et la situation s'est modifiée du tout au tout, bien que les négociants sérieux n'aient pas voulu profiter de cette disette.

Quant au sucre, aux pommes de terre, beurre, œufs, etc., si la production entière laissée aux Belges — déduction faite des réquisitions permises — ne suffisait pas, ce que nous ignorons, il y aurait eu lieu sans doute de veiller à en faire une juste répartition : ou bien on aurait pu fixer un prix maximum raisonnable que tous les honnêtes gens (il y en a même parmi les paysans, ô Belgique), que la majorité des producteurs et des consommateurs auraient tenu à respecter ; ou bien, il aurait fallu confier cette répartition à un organisme tel que les magasins communaux. On l'a fait pour le sucre et pour les pommes de terre... lorsqu'il ne restait presque rien à partager. Quant à ce qu'on a réussi à soustraire à la rapacité du « grand accapareur », les Belges en ont eu leur part, à prix d'or, à leurs risques et périls, et souvent, hélas ! pour le plus grand profit de paysans ou de fraudeurs peu recommandables.

Le monopole de vente accordé aux magasins communaux pour quelques produits, les communes — libres — l'auraient certainement étendu à tout ce qui donnait lieu aux abus de la spéculation par suite de la disproportion entre l'offre et la demande. Les fabricants et producteurs honnêtes ne se seraient pas plaints, à condition que la mesure fût appliquée à tous leurs concurrents : ce ne sont pas eux qui ont tiré profit de la situation. Nous n'aurions pas vu alors se multiplier ces intermédiaires qui se passent de mains en mains les marchandises ; et les manœuvres des accapareurs, jetant lentement leurs réserves sur le marché, auraient été déjouées, autant que faire se peut.

Pourquoi n'a-t-on pas pris ces mesures, ou d'autres, que de plus compétents que nous ont peut-être proposées ? Pourquoi ? Parce que le pouvoir occupant, se souciant uniquement de nous piller, N'A PAS LAISSÉ AUX BELGES L'AUTORITÉ NÉCESSAIRE POUR AGIR. Et pendant ce temps-là ce même pouvoir encourageait et subsidiait les journaux qui accusaient à qui mieux mieux les administrations belges, d'incurie, de faiblesse, etc.

Sans doute, le système de régies, de monopoles, ne va pas sans inconvénient ; il engendre des abus, des fraudes, des vols de tous genres et chacun a approuvé les mesures prises réellement pour leur répression. Un plus grand nombre de commerçants auraient été lésés, mais l'intérêt général ne prime-t-il pas ? D'ailleurs, il ne faut pas oublier que nous avons supposé en commençant une situation tout autre que celle dont nous sommes témoins et la nécessité beaucoup moins grande, par conséquent, d'entraver la liberté du commerce.

Les Allemands se vantent très haut de payer toutes leurs acquisitions et réquisitions. Peut-être, mais pas toujours ; et, s'ils les

paient, c'est avec NOS millions. Ensuite, les Belges sont bien avancés quand, armés de leurs sales bouts de papier, les Boches leur enlèvent presque tout leur beurre, lait, œufs, porcs, chevaux, bétail, etc. Ah ! non, ils n'avaient pas avantage à voir réglementer le marché par les administrations belges ! sans compter ce que leur ont rapporté les confiscations et les amendes. Quant à leurs Zentrals, n'en parlons plus : il y a beau temps qu'on sait qu'elles centralisent au minimum à raison de 80 % pour l'Allemagne, ajoutant encore à ce profit le bénéfice fait sur la vente de ce qu'elles nous restituent.

On nous objectera que, partout, chez les autres belligérants et chez les neutres, la vie est chère, excessivement chère. Il y a évidemment dans le monde entier un renchérissement de la vie causé par l'augmentation du frêt, par la concentration des efforts industriels vers la production du matériel de guerre, par d'autres causes encore, qu'un économiste seul pourrait approfondir, mais dont le simple bon sens suffit à faire entrevoir l'importance. Comparez cependant les prix de France, d'Angleterre et de Hollande avec les nôtres et vous serez édifiés. Et si vous êtes tentés de comparer notre situation avec celle de l'Allemagne, n'oubliez pas que les ressources de notre petit pays sont proportionnellement beaucoup plus grandes et que nous avons la C. R. B. pour nous sauver du blocus.

Non, ce qui ressort des observations qu'a pu faire en Belgique, pendant cette guerre, tout observateur impartial, c'est que le pouvoir occupant s'est arrogé le DROIT ABSOLU de réglementer le commerce, l'industrie, l'exploitation du sol ; qu'il est entré dans les plus petits détails de notre administration, uniquement en vue de retirer de l'occupation le plus grand profit pour l'Allemagne sans s'inquiéter de nous. Hélas ! pouvait-on raisonnablement espérer qu'il en serait autrement après le 4 août 1914 ?

Aussi ne fallut-il pas longtemps aux Belges quelque peu clairvoyants pour comprendre qu'il était de leur devoir de se délier du gouvernement occupant et de contrecarrer énergiquement, dans la plupart des cas, les mesures qu'il prendrait.

Tous les Belges qui ont des rapports forcés avec les représentants de ce pouvoir occupant pourront dire plus tard à quel point les Allemands qui nous gouvernent, du haut en bas de l'échelle, à quelque administration qu'ils appartiennent, fonctionnaires civils ou militaires, gradés ou non, se sont montrés hypocrites, menteurs, cauteleux, arrogants ou obséquieux à l'occasion, d'une vénalité honteuse, traîtres même à leur pays, bref, réussirent à s'attirer le mépris général.

B. A. R. F.

A ceux qui demandent la paix en général et au sénateur Van Peborgh en particulier.

Nous avons lu avec un pénible étonnement votre missive à M. Ray Nyst, rédacteur à la Belgique et vraiment, nous avons peiné à nous expliquer comment un partisan de la paix par le droit peut adresser des félicitations à ce publiciste qui déclare faire siennes les théories d'un certain Guillaume de Garden, théories que l'on peut résumer en deux mots : Espérer qu'un traité de paix soit l'expression de la justice est une illusion. On ne doit point s'y prononcer sur la cause même de la guerre ; il faut transiger sur toutes les prétentions.

Est-ce cela la paix par le droit, M. Van Peborgh ?

Non ; et les véritables défenseurs du droit n'ont pas attendu la fin de cette guerre pour déclarer qu'ils ne sont pas partisans de la paix à tout prix, aboutissant logiquement de ceux qui déplorent dans la guerre principalement et uniquement les maux matériels dont elle est la cause. Nous ne sommes pas disposés, disent-ils, à laisser l'injustice s'établir sous la protection de la peur et de la lâcheté. Nous voulons la justice à tout prix.

N'est-ce pas ainsi que parle Reginald Mæ, secrétaire du Comité Nobel pour la paix : « En face des tentatives pour conclure une paix prématurée qui serait fondée sur l'injustice et renfermerait des germes de guerre future, le devoir des Alliés, dit-il, est d'aller jusqu'au bout. »

C'est aussi le respect du droit qui a fini par faire prendre les armes aux Américains ; des Allemands le reconnaissent implicitement quand ils disent : « La guerre que veut M. Wilson aujourd'hui n'est pas une guerre destinée à sauvegarder les intérêts vitaux de l'Amérique, c'est une guerre sans but et sans motifs sérieux (1). » En effet, pour l'Allemagne, l'honneur, la justice ne sont pas de sérieux motifs, pas plus que le respect de la parole jurée qui a fait se dresser notre pays contre sa toute puissance.

(1) Berliner Lokalanzeiger, avril 1917.

Nous ne l'ignorons pas plus que vous : la guerre n'est pas toujours le moyen de faire triompher la justice — loin de là — car la justice et la force ne sont pas nécessairement du même côté, on l'a bien vu en 1914 ! Mais est-ce à un défenseur du droit à abandonner l'espoir de voir triompher ce droit quand la force, *lentement mais certainement*, est en train de passer dans son camp ?

Peut-être auriez-vous désiré (vous ne le dites pas mais cela semble ressortir de votre lettre) que l'Entente se fût rendue au premier désir de l'ennemi et eût consenti à entrer en négociations, quand Guillaume II, tout en lui tendant la main, proclamait qu'il était victorieux sur tous les fronts, niait toute responsabilité dans le déclenchement du fléau, et surtout, se gardait bien de faire connaître au monde ses conditions ? Sur quelles bases pensiez-vous donc qu'on allait pouvoir négocier ? Sur les bases de la justice et du droit ? Pourrait-on le supposer un instant devant l'attitude orgueilleuse du kaiser, devant sa persistance à soutenir à la face du monde son rôle de menteur hypocrite ? Négocie-t-on avec un voleur qui tient toujours en mains le produit de son crime et loin de vouloir le restituer, entend au contraire s'en servir comme d'un gage ?

Néanmoins, le président Wilson — pacifiste autant que vous — a essayé d'amener les belligérants sur un terrain d'entente, vous en souvient-il, M. Van Peborgh ?

Il a demandé à l'un comme à l'autre de faire connaître ses conditions : Les Alliés ont répondu, accompagnant l'exposé de leurs desiderata, de considérations prouvant leur désir de voir sortir de cette guerre une paix durable.

Et les conditions de l'Allemagne ? M. Wilson les attend toujours.

Vous parlez de droit, M. le sénateur, mais en vertu de quel droit, s'il vous plaît, l'Allemagne tient-elle la Belgique sous son joug ? En vertu de quel droit l'Autriche a-t-elle attaqué la Serbie qui lui faisait toutes les concessions possibles et, pour les points restant en litige, acceptait de recourir à l'arbitrage, solution qu'en bon pacifiste vous devez reconnaître comme la meilleure ? Qui donc a voulu la guerre ?

Trouvez-vous conforme au droit dont vous vous dites le champion, qu'après avoir foulé aux pieds toutes les conventions signées par lui, le vainqueur (car c'est bien en vainqueur que Guillaume II entendait négocier) le violateur de tous les traités, de toutes les lois vienne poser ses conditions en jetant dans la balance le produit de ses crimes ? Singulière idée que vous vous faites de la justice !

Ah ! s'il y avait quelque vraisemblance que les Allemands soient prêts à abandonner les pays occupés et à leur offrir une *équitable réparation*, il est certain que les Alliés ne demanderaient pas mieux que de ne pas devoir continuer à verser le sang de milliers de victimes pour arriver à ce premier des buts qu'ils poursuivent ; si l'on pouvait croire que les Allemands renoncent à leurs rêves de conquête ; s'ils donnaient des preuves et des gages certains de cette renonciation en se montrant disposés à rendre la liberté aux peuples qu'ils tiennent depuis longtemps malgré eux sous leur domination ; si on pouvait les croire capables de consentir à une paix basée sur la justice !

Mais rien, pas un mot sorti de la bouche de l'Empereur ou du chancelier, ou d'un homme parlant au nom de la nation, ne peut faire croire que l'Allemagne soit déjà mûre pour cette paix-là.

Pas n'est besoin d'être pacifiste pour déplorer les maux épouvantables de cette guerre ; il suffit d'être homme et d'avoir des sentiments humains. Mais si l'on veut en toute sincérité la paix par le droit, il faut vouloir le triomphe du droit, coûte que coûte, même par les armes.

Les mères éplorées et anxieuses dont vous demandez l'appui pour votre mauvaise campagne sont les premières à demander d'abord la justice. Par dessus tout, elles demandent que leurs sacrifices ne soient pas inutiles et que les générations à venir ne vivent plus dans l'angoisse, sous la menace perpétuelle d'une nation orgueilleuse, agressive, armée jusqu'aux dents, nourrissant le projet monstrueux de dominer par la force l'humanité.

Le pangermanisme, direz-vous, est un mythe ou, s'il a existé,

cette guerre l'aura tué. Illusion, duperie ! Si cette guerre ne devait être pour l'Allemagne qu'un échec plus ou moins grand de ses projets et non une véritable défaite, il ne faudrait pas 50 ans, d'aucuns disent 20 et même 10 ans, pour qu'on réussisse à convaincre à nouveau les barbares Germains que l'entreprise a été mal conduite en 1914, mais que le devoir est de la recommencer en s'y prenant mieux.

Nous le répétons, M. le sénateur, nous ne vous comprenons pas. Comme défenseur du droit, il nous semble que votre devoir serait de prêcher à ceux qui ne peuvent prendre part active à la lutte, la patience jusqu'à la victoire de la justice ; aux autres qui sont d'âge et de force à prendre les armes, le sacrifice de leur vie, s'il le faut, pour hâter cette victoire.

Un mot encore : comme pacifiste, adresserez-vous de nouvelles félicitations à M. Ray Nyst pour les quelques lignes — véritable appel à l'émeute et à la révolte — dont il a fait suivre votre lettre ? Nous ne vous ferons pas l'injure de le supposer et nous souhaitons que cette maladresse de votre correspondant vous ouvre les yeux et vous montre que vous avez perdu une belle occasion de garder le silence.

Nous ne savons pas au juste quel machiavélique dessein les Allemands qui nous gouvernent poursuivent en excitant ainsi notre peuple. Mais est-ce bien à un sénateur belge à donner l'appui de son autorité à ceux qui secondent ce gouvernement usurpateur, dans ses efforts pour détourner la colère menaçante du peuple !

LIBER.

Hérédité.

Le grand publiciste espagnol, Donoso Cortès, qui fut l'ambassadeur de la Reine Marie-Christine à Berlin, a tracé dans ses *Lettres Politiques* un portrait curieux du Roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, grand-oncle de l'Empereur actuel. Ce portrait présente, dans certains de ses traits, une analogie frappante avec celui que l'on pourrait tracer de Guillaume II.

« Avec des qualités éminentes, dit Donoso Cortès, le roi de Prusse manque de sens commun, et son étrange raison flotte » perpétuellement entre le sublime et l'extravagant. Il se croit » prédestiné, et il l'est en effet, *mais pour une fin différente de celle qu'il voit dans ses rêves*. Il se croit en communication » directe avec Dieu ; et, sous l'influence de l'inspiration qui s'empare de lui, il lève les yeux au ciel, et rend grâces au Seigneur » des paroles qu'il a daigné mettre sur ses lèvres ! Plongé dans » ces régions où les agitations de ce monde ne montent plus, » il y vit comme dans une terre étrangère ; et, de là, il voit passer » sous ses yeux, hommes et choses, députés et ministres, assem- » blées et peuples, princes et révolutions, royalistes et démocrates, » sans s'en inquiéter. Dans ces dispositions, il est parfaitement clair » qu'il n'est accessible à aucun conseil. Son conseil des ministres » à lui siège dans le ciel, et c'est Dieu qui le préside. Comment » l'action d'un tel roi peut-elle se combiner avec celle d'un gou- » vernement constitutionnel ? On ne le voit pas trop. Mais d'ailleurs » le roi de Prusse croit si peu que sa monarchie est constitution- » nelle, qui, si quelqu'un se hasardait à lui dire que son pouvoir » est limité par les Chambres, il ferait naître en lui un tel éton- » nement qu'il ne penserait assurément pas à s'en indigner (1) ».

Prédestination, communication directe avec Dieu, paroles inspirées, prétentions à l'absolutisme, n'est-ce pas à 65 ans de distance le même mysticisme et la même mentalité que nous avons vu refluer en Guillaume II, Empereur, Pontife Suprême d'un peuple élu par la Providence pour l'accomplissement de ses desseins mystérieux ?

MILES.

(1) *La Prusse en 1849*, t. II, pp. 32 et 37.